

Tendances récentes de la population active en Algérie

Recent labor force trends in Algeria

Date de réception : 28/06/2022 ; Date d'acceptation : 13/02/2023

Résumé

Après l'indépendance en Algérie, le taux d'activité a connu une croissance importante. Ce taux a été multiplié par deux en 53 ans (entre 1966 et 2019), il a passé de 21.20% en 1966 à 42.20% en 2019. Cette amélioration de la situation est due à la croissance économique qu'a connue l'Algérie et la stabilité politique et économique et par d'autres plusieurs facteurs sociaux-économiques tels que l'amélioration de la situation sanitaire, la baisse remarquable de la mortalité générale et surtout la mortalité infantile. Dans cet article, nous verrons la tendance récente de la population active en Algérie.

Mots clés: Taux d'activité ; population occupées ; taux de chômage ; rapport de dépendance, marché du travail.

**SABEUR CHOUIREF
MOKHTARIA ***

HAMANE SORAYA

Université d'Oran 2,
Algerie.

Abstract

After independence in Algeria, the activity rate experienced significant growth. This rate has doubled in 53 years (between 1966 and 2019), it went from 21.20% in 1966 to 42.20% in 2019. This improvement in the situation is due to the economic growth experienced by Algeria and political and economic stability and by other several socio-economic factors such as the improvement of the health situation, the remarkable decline in general mortality and especially infant mortality. In this article, we will see the recent trend of the working population in Algeria.

Keywords: Activity rate, employed population, unemployment rate, dependency ratio, labor market.

ملخص

شهد معدل النشاط نموًا كبيرًا بعد فترة الاستقلال في الجزائر، وقد تضاعف هذا المعدل في 53 عامًا (بين عامي 1966 و2019)، حيث ارتفع من 21.20% في عام 1966 إلى 42.20% في عام 2019. ويرجع هذا الارتفاع إلى الاستقرار السياسي الذي تعيشه الجزائر بالإضافة إلى العوامل الاجتماعية والاقتصادية مثل تحسن الوضع الصحي والانخفاض الملحوظ في الوفيات العامة وخاصة وفيات الرضع. في هذا المقال، سنرى الاتجاه الأخير للسكان العاملين في الجزائر.

الكلمات المفتاحية: معدل النشاط؛ السكان العاملين؛ معدل البطالة؛ نسبة الإعالة، سوق العمل.

* Corresponding author, e-mail: sabeur00031@gmail.com

I- Introduction :

Signe de la prospérité d'une région, la vitalité du marché du travail, de l'emploi et de la cohésion sociale est primordiale pour offrir à chaque citoyen des chances raisonnables de ne pas connaître le phénomène d'exclusion qui frappe de plus en plus des personnes. Si l'économie et les entreprises se doivent d'être compétitives, il ne faut pas négliger leurs principales richesses que sont leurs salariés ainsi que toutes les personnes actives ou susceptibles d'entrer sur le marché du travail et donc investir plus massivement dans le capital humain.

La population qui ne cesse d'augmenter implique de sérieuses répercussions sur les possibilités d'emploi. S'il arrive que la croissance démographique rapide s'accompagne normalement d'un accroissement proportionnel de la population active, cela signifie que le rythme de création d'emplois doit correspondre au rythme de multiplication de la population active. Une évaluation précise et fiable du niveau de l'emploi et du chômage exige la prise en charge de l'ensemble des aspects liés au phénomène de l'activité économique.

Dans cet article, nous traitons la problématique principale suivante : quelles sont les principales caractéristiques récentes du marché du travail en Algérie ?

II. La structure de la population Algérienne :

Entreprendre des politiques de développement au niveau national ou régional dans les domaines de la vie économique et sociale nécessite une connaissance de la composante humaine. Les informations relatives à la structure de la population par âge et par sexe revêtent, à cet égard, une importance particulière pour la détermination de l'ensemble de ses besoins dans tous les domaines (éducation, santé, activité et emploi, logement...).

Tableau N°01 : la répartition proportionnelle de la population Algérienne par grands groupes d'âge aux différents recensements et en 2019.

Année	0-14 ans (%)			15-64 ans(%)			65 ans et plus(%)		
	Mas	Fém	Tot	Mas	Fém	Tot	Mas	Fém	Tot
1966	48.06	46.25	47.16	47.61	48.97	48.28	4.17	4.60	4.38
1977	49.24	46.64	47.93	46.68	49.44	48.06	4.04	3.91	3.98
1987	44.60	43.55	44.08	51.51	52.41	51.96	3.87	4.04	3.95
1998	36.64	35.90	36.27	58.99	59.40	59.19	4.31	4.59	4.45
2008	28.36	32.07	32.49	66.32	66.74	66.53	5.23	5.45	5.34
2019	30,90	29,98	30,45	62,8	63,37	63,08	6,30	6,64	6,47

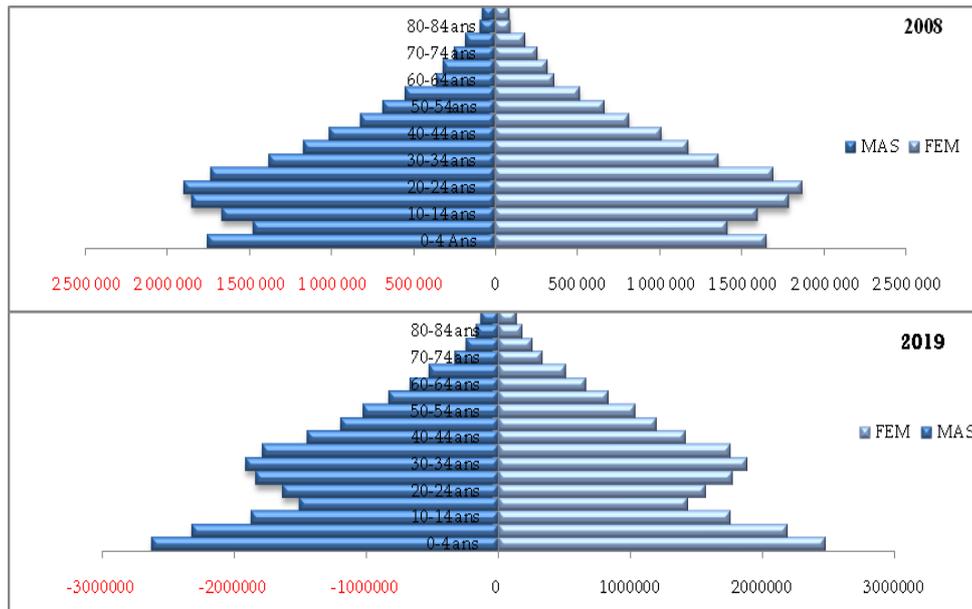
Source : Calculer à partir des données de l'ONS.

La population âgée de moins de 15 ans est caractérisée par une inactivité productive en matière de l'économie et infertilité en matière de procréation. Cette dernière a connue une proportion élevée en 1977 en résultat du taux de natalité qu'a connu l'Algérie durant la période post- indépendance. Ce taux était de l'ordre de 50,12‰ en 1967 et 45,02‰ en 1977. A partir de 1987 la proportion des jeunes a commencé à diminuer (voir le tableau N°01) à cause de la baisse du taux de natalité et notamment le taux de fécondité grâce aux politiques de régulation des naissances, la planification familiale, disponibilité des moyens contraceptifs modernes ainsi qu'au retardement de l'âge au mariage.

La population âgée de 15-64 ans totalise en 2008 une proportion de 66.53% de la population contre 59.19% en 1998. En valeur absolue, leur nombre est passé de 17.401 millions à 22.673 millions pour la période intercensitaire. Ce renforcement est le résultat de l'arrivée des générations du baby boom à l'âge de travailler. En 2014, elle passe à 65.87% se qui signifie que la population Algérienne a une force de main d'œuvre importante, ce qui est considéré comme un avantage pour le développement économique et social d'un coté et comme il peut être aussi un facteur négatif pour le marcher de travail (chômage), la crise du logement...

Graphique N°01 : Pyramide des âges de la population algérienne résidente des ménages ordinaires et collectifs au R.G.P.H.2008 et en 2019.

Tendances récentes de la population active en Algérie
Recent labor force trends in Algeria



Source : établie à partir des données de l'ONS. (La construction des pyramides des âges selon l'hypothèse : l'âge limite est 100 ans).

La part des personnes âgées de 65 ans et plus qui renseigne sur le degré de vieillissement de la population représentent 5.72% en 2014 contre 5.34% en 2008. Cette part a connue une diminution sur la période intercensitaire 1966 à 1987. Après ce fléchissement en remarque une augmentation continue. Il importe de souligner que le vieillissement de la population est lié principalement à la baisse de la fécondité et à l'allongement de l'espérance de vie résultant de l'amélioration des conditions, notamment celles de la santé. Un allongement de la vie nécessite une politique adaptée pour une meilleure prise en charge des personnes âgées

A longue terme, l'évolution de la population 65 ans et plus exercerait une pression lourde sur les systèmes de santé et de retraite, accompagnée de fait, d'une transition épidémiologique qui se traduit par l'apparition plus importante de maladies chroniques et dégénératives dont les soins sont souvent lourds et onéreux. Les hommes étaient plus nombreux que les femmes lors des recensements de 1966 (50.21%) et 1987 (50.58%) et de 1998 (50.55%) et 2008 (50.57%) et moins nombreux pour le recensement de 1977 (49,75%).

En 2019, la population Algérienne était estimée à 43.4 millions de personnes. Les jeunes âgées de 0 à 14 ans constituaient 30.45 % de la population, tandis que les personnes considérées en âge de travailler 15 à 64 ans représentaient 63.08 % de la population et une proportion de 6.47 % pour les personnes âgées de 65 ans et plus (une augmentation de 1.13 point par rapport au recensement de 2008). La population résidente des ménages ordinaires et collectifs se compose de 50,70 % de personnes de sexe masculin et de 49,30% de personnes de sexe féminin.

L'illustration graphique (voir le graphe N°01) de la structure par âge et par sexe en 2008 laisse entrevoir une reprise de la natalité au cours notamment des cinq dernières années précédant le recensement. La part des 0-4 ans est évaluée à 10% contre 8.50% pour celle des 5-9 ans. Ce constat est corroboré par les données de l'état civil. Le nombre de naissances vivantes est passé de 649000 en 2003 à 817 000 en 2008⁽¹⁾. Une baisse légère du volume des naissances vivantes enclenché depuis 2017, qui a dépassé pour la sixième fois le seuil d'un million de naissances en 2019. La population résidente totale a connue un accroissement naturel atteignant 837 mille personnes, soit un taux d'accroissement naturel de 1.93% qui demure faible. Cette régression est imputée essentiellement à l'augmentation du volume des décès et la baisse du volume des naissances vivantes. Cette dernière est expliquée par le recul de l'effectif des mariages depuis 2014 ou : les bureaux de l'état civil ont enregistré 315 mille unions au cours de l'année 2019, soit une baisse relative de plus de 5% par

rapport à 2018. Le taux brut de nuptialité poursuit ainsi sa décroissance, passant de 10.13‰ en 2013 à 7,26‰ en 2019. Cette baisse continue conforte une fois de plus l'hypothèse de l'impact de la modification de la structure par âge de la population sur le recul du volume des mariages⁽²⁾.

III. Population active :

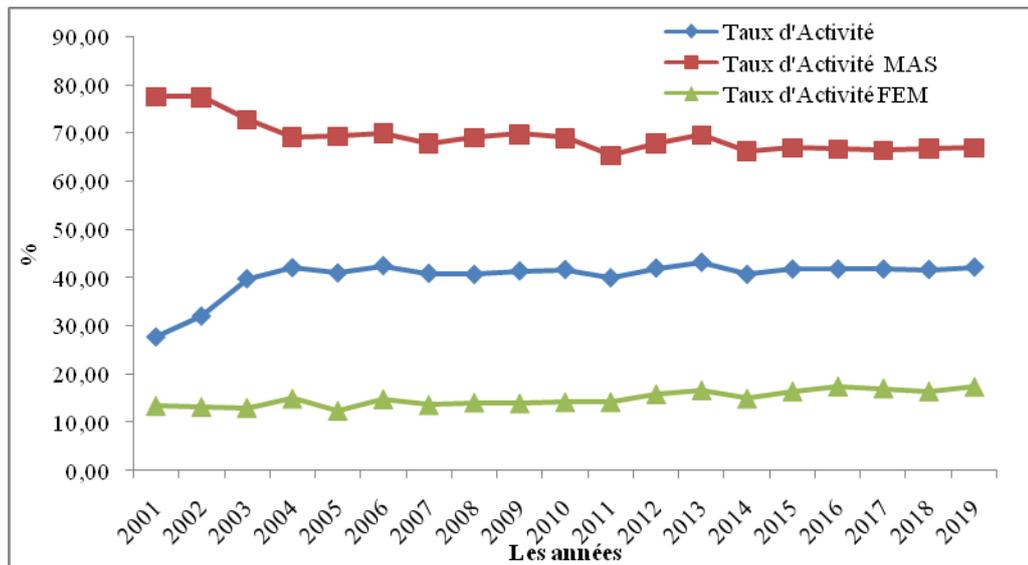
1. Evolution du taux d'activité par sexe entre 2001 et 2019:

Les données de l'ONS sur les 18 années d'étude (2001-2019) font ressortir d'importantes disparités selon le sexe, le milieu de résidence et niveau d'instruction, ces facteurs conditionnent le comportement de la population vis-à-vis du marché du travail.

Lorsqu'on observe le graphique N°02 la première chose à dire : Le taux d'activité masculine est toujours supérieur à celui du sexe féminin car l'activité était toujours une nécessité pour les hommes.

Le taux d'activité ou proportion des actifs sur l'ensemble de la population en âge d'activité (15 ans et plus) est évalué à 69.80% pour les hommes et 12,14 % pour les femmes en 2005 contre 66.20% pour les hommes et 17.30 % pour les femmes en 2019. L'écart se réduit toutefois à mesure que le niveau d'instruction s'élève : 62.20% pour les femmes diplômées de l'enseignement supérieur et 79.20% pour les hommes de même niveau (pour l'année 2019). Il y a lieu de noter que le taux de participation économique de la femme en Algérie figure parmi les plus faibles de la région.

Graphique N°02: Evolution du taux brut d'activité par sexe entre 2001 et 2019.



Source : établie à partir des données de l'ONS.

L'évolution de taux d'activité masculine varie en générale entre 65.30% et 77.51%. Le taux d'activité féminine est caractérisée par une augmentation tardive en globale sauf pour quelques années où il rencontre des chutes assez faibles.

Les femmes, en effet, se présentent de plus en plus sur le marché du travail, brisant les pesanteurs sociologiques ayant caractérisé leur comportement d'activité dans le passé. Cette augmentation durant la dernière décennie peut s'expliquer principalement par la cherté de vie, la dynamique du secteur informel drainant davantage de femmes sur le marché du travail et permettant au travail à domicile d'augmenter sensiblement, l'élévation du niveau d'éducatives qui a œuvré au recul de l'âge moyen au premier mariage et pesé dans la modification de la valeur attachée au travail chez les jeunes filles dont l'insertion dans le monde du travail semble moins difficile que pour les femmes mariées.

La participation féminine est le signe d'une plus grande insertion des femmes dans l'activité sociale et le monde du travail par rapport aux années 70 et 80, elle constitue un autre défi pour l'Algérie, car elle annonce une augmentation de la population active qui pourra accentuer les pressions sur le marché du travail.

Malgré la formidable amélioration de la situation des femmes au regard du marché du travail, plusieurs défis importants demeurent. L'emploi féminin reste concentré dans certains métiers et secteurs, les différences entre hommes et femmes restent substantielles. Dans une très large mesure, ces différences sont liées à la présence d'enfants dans la famille (les enfants affectent sensiblement le comportement des femmes vis-à-vis de l'emploi).

2. Le rapport de dépendance :

La relation de dépendance en fonction de l'âge est le rapport entre des personnes se trouvant dans l'incapacité de participer dans le processus de production des biens et des services, en raison de leur jeunesse (population de moins de 15 ans) ou de leur vieillesse (population âgée de 65 ans et plus) et celles qui sont en mesure de les prendre en charge (15-64 ans).

En 2001, il y avait en Algérie près de 94.53 personnes à charge ou dépendants pour 100 personnes en âge de travailler. Après une période de 19 ans Ce rapport a connu une diminution de 35.26 point.

La dépendance pour cause de jeunesse est estimée à 48.64 pour 100 personnes en âge de travailler en 2020, ce taux a connu une nette régression depuis l'indépendance sachant qu'il était autour de 107% en 1966 ce qui décèle l'importance des personnes dépendantes pour cause de jeunesse.

Tableau N°02: Le rapport de dépendance % de 2001 à 2020.

Année	<15ans	> 64 ans	rapport de dépendance économique
2001	53,33	41,19	94,53
2002	50,09	7,62	57,71
2003	47,78	7,77	55,55
2004	45,68	7,81	53,49
2005	43,85	7,88	51,72
2006	42,77	7,93	50,70
2007	42,81	7,94	50,75
2008	42,13	8,18	50,31
2009	42,35	8,01	50,36
2010	44,64	8,73	53,37
2011	41,43	8,22	49,65
2012	41,82	7,46	49,27
2013	42,37	8,47	50,85
2014	43,12	8,69	51,81
2015	44,10	8,95	53,05
2016	45,22	9,26	54,48
2017	46,38	9,58	55,96
2018	47,40	9,92	57,32
2019	48,27	10,25	58,52
2020	48,64	10,63	59,27

Source : établie à partir des données de l'ONS.

IV. Population occupée:

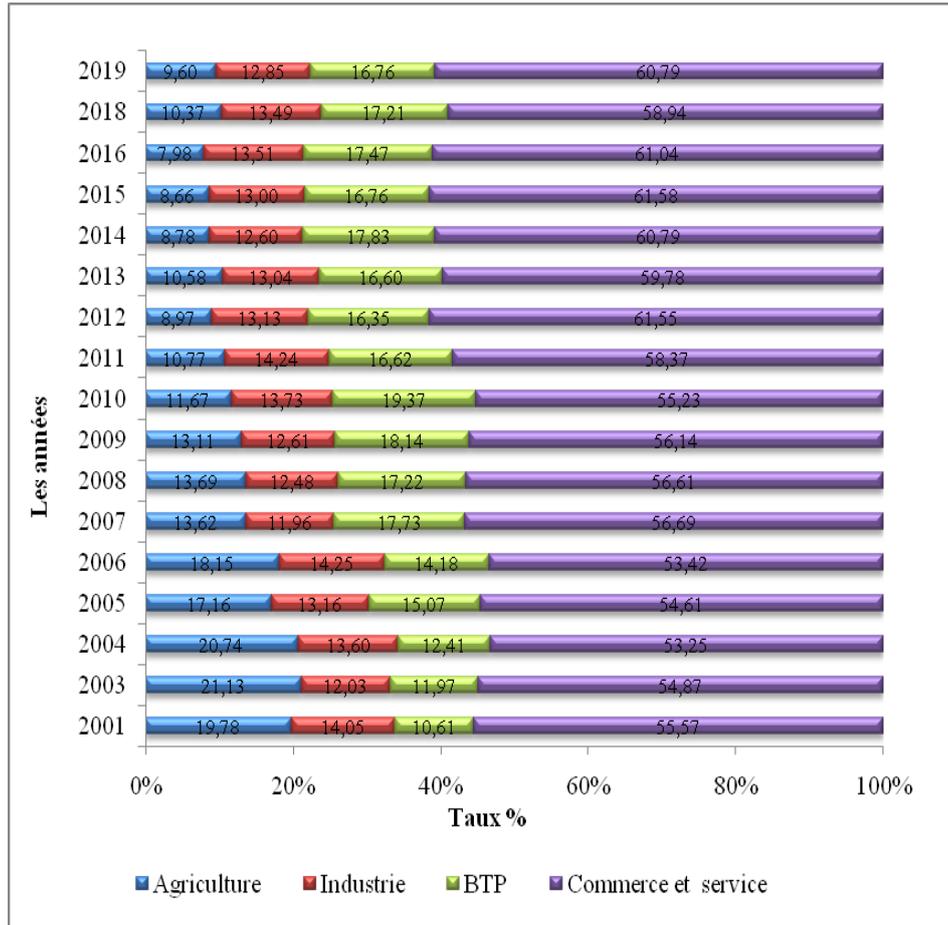
1. La répartition de la population occupée par secteur d'activité:

La simple connaissance de l'évolution des taux de chômage et de l'emploi ne permet pas d'avoir une analyse qualitative et sectorielle. Puis qu'ils ne fournissent pas une image sur les tendances d'emploi et sur les dynamiques sectorielles. En plus elle ne permet pas aux décideurs de reconnaître les points d'influence à travers les différents politiques (politique d'emploi, politique salariale). Si on pose la question suivant : d'où provient cet accroissement ? Une réponse est possible à travers l'examen de deux indicateurs : la structure selon les secteurs d'activité et la situation dans la profession.

Nous mettrons l'accent sur l'évolution de la dernière décennie, puisque c'est une période de stabilité, où «le soutien d'emploi» est une priorité dans les politiques gouvernementales (les programmes des développements adoptée par l'état: 2001-2004 ; 2005-2009 ; 2010-2014).

Au fil des années nous constatons que le quatrième secteur, c'est-a –dire le secteur commerce et service (les services comprennent le transport, communication, tourisme, santé) est le plus polarisant au cours de la dernière décennie (plus que la moitié des occupées). Il y a lieu de noter que seulement les deux secteurs transport et communication sont attractives alors que le tourisme souffre encore de la détérioration.

Graphique N°03: La répartition de la population occupée (en%) par secteur d'activité entre 2001 et 2019.



Source : établie a partir des données du l'ONS.

La deuxième place est réservée pour le secteur de construction et des travaux publics, L'Algérie est devenue depuis 2000 un grand chantier, Que sois dans le domaine de la construction d'infrastructures ou dans le domaine de la construction. Ce secteur est passé de 10.61 % en 2001 à 17.83 % en 2014 (en raison de l'augmentation des dépenses publiques entretenues par le revenu des hydrocarbures). Cette situation se poursuivra au cours années suivantes, (la mise en œuvre du plan national d'aménagement de territoire SNAT 2025). En revanche L'industrie, l'un des secteurs moteurs de la croissance durant les années 70, perd son rôle de pourvoyeur d'emplois.

L'agriculture enregistre un recule de 10.18 point entre 2001 et 2019. La transformation de l'activité économique a produit un exode de la main d'œuvre rurale grâce aux plans de développement dans le secteur non agricole. Cet exode s'est trouvé renforcé par la divergence en matière de niveau de vie entre les villes et les zones rurales en matière de sécurité (la décennie noire) d'infrastructures sanitaires et

d'établissements de scolaires. Malgré Les projets de proximité de développement rural intégré (PPDRI) réalisé entre 2009-2011, l'emploi généré enregistre seulement 133 880⁽³⁾. Au 31 décembre 2011, environ 900 000⁽⁴⁾ agriculteurs étaient reconnus comme étant en activité. Cette reconnaissance annuelle du statut d'agriculteur donne accès aux divers soutiens publics (financiers et techniques), au crédit pour les investissements, de même qu'à la sécurisation foncière depuis l'entrée en activité de l'Office National des Terres Agricoles (ONTA) en août 2010.

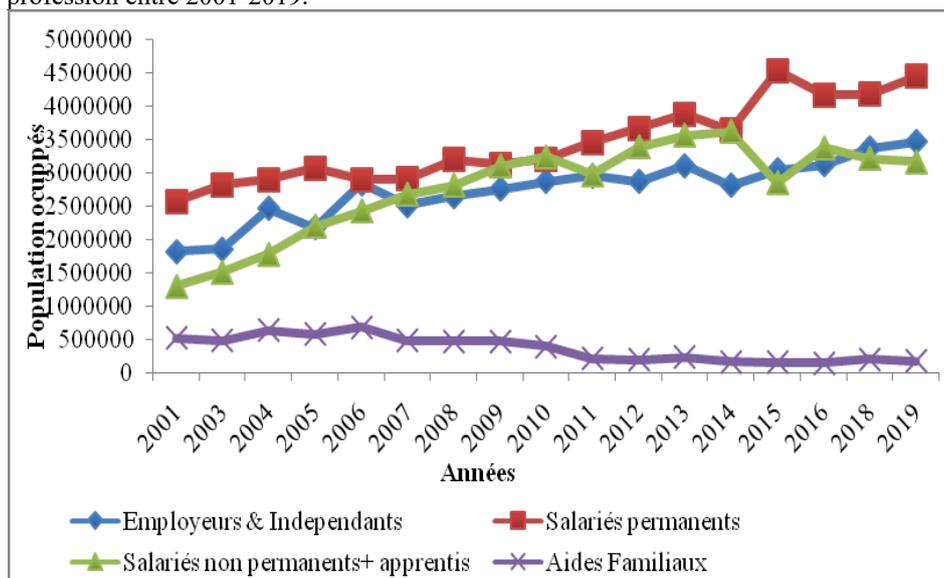
La faible croissance dans les deux derniers secteurs prédit en même temps les risques économiques à moyen et à long terme, et en doit donc reconsidérer les stratégies de développement.

2. La répartition de la population occupée selon la situation dans la profession :

Un regard sur la qualité de la main d'œuvre selon le niveau d'instruction et la situation dans la profession peut nous éclairer sur le capital humain et les conditions de sa mobilisation par l'économie nationale.

Le graphique N°04, nous montre clairement la régression du salariat permanent et à l'inverse la progression du salariat non-permanent durant cette période. Ce qui indique l'intensification du niveau d'emploi grâce à des mécanismes visant l'emploi des jeunes (les contrats de pré-emploi, les contrats d'insertion professionnel....) et la participation du secteur privé dans la création de postes d'emploi. La dominance de l'emploi non-permanent est l'évènement marquant en 2010 avec 3 250 mille personnes (parmi 9 735 mille occupés). La part des employeurs et indépendants dans cette structure ont connu des variations légères, entre 27% et 32% durant la période 2001-2019. La baisse constante de l'emploi permanent constitue un risque de tension sociale.

Graphique N°04 : La répartition de la population occupée selon la situation dans la profession entre 2001-2019.



Source : établie à partir des données de l'ONS.

Il convient à noter, que la taille de la population occupée déclarée n'est pas un chiffre précis, car un nombre considérable de main-d'œuvre travail dans le marché informel et comme résultat elle peut être parmi les chômeurs lors des enquêtes de l'ONS. Selon les résultats de l'enquête d'emploi auprès de ménage (2014), l'emploi informel non agricole au sens de la définition du BIT est estimé en septembre 2014 à 3 517 mille occupés qui déclarent ne pas être affiliés au régime de la sécurité sociale, ce qui constitue 37.70 % de la main-d'œuvre totale non agricole. Et par conséquent, ce qui soulève fortement la question de l'ajustement de marché du travail.

V. Le chômage en Algérie:

Depuis l'indépendance, le pays était confronté à un chômage structurel de grande envergure et a une extrême précarité de l'emploi. La population active était peu qualifiée et sans instruction, fortement concentrée dans les compagnes (70%) avec un

début d'exode rural qui aggrave le chômage dans les villes. Ces caractéristiques du marché du travail ont influencé durablement les politiques de l'emploi et ont pesé lourdement sur une économie en développement⁽⁵⁾. L'économie Algérienne n'a pu absorber rapidement les chocs adverses subis au cours des années 80 comme le montre l'évolution du taux de chômage dans le graphique N°05.

Graphique N°05 : l'évolution du taux de chômage entre 1966 et 2019.



Source : établie à partir des données de l'ONS.

Le chômage en Algérie est passé par trois périodes principales :

a) La première période allant de 1966 à 1984 :

La démarche Algérienne au lendemain de l'indépendance a été une stratégie axée sur l'emploi. En effet, le taux de chômage constaté lors des résultats du recensement de 1966 était de 32,90% un taux extrêmement élevé, correspond à une population en chômage de près de 843 000 personnes pour une population totale de 12 millions environ. L'Algérie fait face à ce problème, grâce à une politique globale de développement dont la question de l'emploi est au centre. Le but est de promouvoir l'emploi, d'éradiquer le chômage et de faire face à la demande future de postes d'emploi. L'industrialisation massive, à partir des années 1970, en particulier, a fait que le chômage était une notion pratiquement méconnue et sans effets sociaux grave, le taux enregistre 9,70% en 1985.

b) La deuxième période allant de 1985 à 2000 :

L'effondrement des prix du pétrole au milieu des années 1980 a affecté le volume et la structure des investissements limitant les possibilités de création de poste d'emploi. En outre, le faible taux de croissance de l'économie en raison la réduction des investissements publics et les faibles performances de l'appareil national de production n'ont pas favorisé une dynamique de création d'emploi. Cette phase critique a coïncidé avec l'arrivée des générations nombreuses sur le marché de l'emploi aggravant la situation. Le taux de chômage qui passe de 9,70% en 1985 à 21,4 % 1987 soit un accroissement de 11 points. Malgré l'effort soutenu de création d'emplois le taux de chômage demeure préoccupant compte tenu du stock important de départ et de l'accroissement rapide de population active avec l'arrivée chaque année de 250 000 à 300 000 nouveaux demandeurs sur le marché de travail. La population active qui augmente avec un rythme d'accroissement annuel moyen de 3,50% continue d'exercer une pression sur le marché de l'emploi.

La situation se trouve aggravée par la perte de 519 881 emplois et 985 Entreprises en faillite⁽⁶⁾ entre 1994 et 1999, suite à la restructuration des entreprises publiques et le licenciement des milliers de travailleurs. Le chômage féminin était fois 3 dans un espace de 4 ans, il est passé de 156 000 en 1992 à 487 000 femmes en chômage en 1996.

Le licenciement des milliers de travailleurs dû aux mesures prises dans le cadre du plan d'ajustement structurel(PAS) et dans une certaine mesure à la situation sécuritaire qui a prévalu durant la décennie 1990-2000 ont contribué au gonflement des rangs des chômeurs déjà existants⁽⁷⁾.

Le nombre de chômeurs est passé de 853 000 en 1987 à 2 359 000 en 1997 soit près d'un triplement. Ainsi le taux de chômage a progressé régulièrement de 15,13% en 1986 à 24,40% en 1994. Passant par 28% en 1997 pour atteindre la barre des 29,50% en 2000.

c) La troisième période allant de 2001 à 2014 :

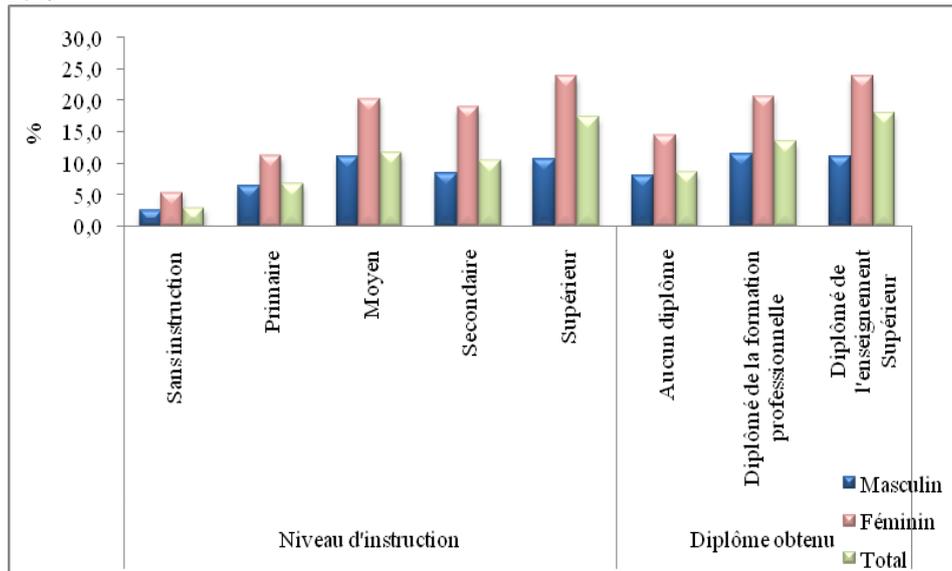
Durant celle-ci, on constate une tendance à la baisse du taux de chômage. Selon les données, la performance de l'économie Algérienne en matière de création d'emplois aurait ainsi permis une baisse globale du taux de chômage de 27,30% à 10,50% en l'espace de 14 ans entre 2001 et 2014. La régression du taux de chômage est due au redressement et la hausse remarquable des prix du pétrole au cours des dernières années, et cette dernière a permis le lancement du programme de relance économique, qui a créé de nombreux ateliers dans différentes régions du pays en plus des programmes de lutte contre le chômage qui a touché essentiellement les jeunes primo-demandeurs d'emplois (les diplômés ou les sans qualification) et les travailleurs mis hors activité pour des raisons économiques. Selon l'ONS, l'ANEM, est devenu un pôle absorbeur du chômage depuis 2008, tandis que les trois agences spécialisées dans la micro finance (ANSEJ, CNAC et ANGEM) ont contribué, à la fin 2011, à 15 % de la génération d'emplois. Il ne faut pas oublier aussi que la sécurité à jouer un rôle important (pour l'investissement par rapport aux années 90).

a) La troisième période allant de 2015 à 2021 :

Les conditions du marché du travail se sont légèrement dégradées au cours 2015-2021, avec un taux de chômage passant de 11,20 % en 2015 à 11,40 % en 2019. Selon les prévisions de la banque mondiale et FMI, ce taux à enregistrer 14,24% et 14,54% pour les années successive 2020 et 2021 et devrait atteindre 14,86% en 2022.

Par sexe, le taux de chômage a fléchi substantiellement chez les hommes, puisqu'il est passé de 9,90% à 9,10% entre 2015 et 2019. En revanche, le taux de chômage féminin a connu une hausse au cours de cette période, passant de 16,60% à 20,40%. Le taux de chômage des jeunes (16-24 ans) est passé de 24,16 % en 2016 à 26,90% en 2019, avec 26,70% pour les hommes et 45,30% pour les femmes en 2015 contre 23,60% pour les hommes et 45,10% pour les femmes en 2019.

Graphique N°06 : Le taux de chômage selon le sexe et le niveau d'instruction en 2019.



Source : établie à partir des données de l'ONS.

Les résultats de l'enquête de l'ONS 2019, font ressortir que le chômage touche davantage les universitaires, et plus particulièrement les diplômés : alors que le taux de chômage s'établit à 8,70 % auprès de la population n'ayant aucun diplôme, 13,50%

après des diplômés des instituts et écoles de la formation professionnelle, il atteint 18% auprès des diplômés de l'enseignement supérieur (11% pour le sexe masculin et 23.90% pour le sexe féminin), enregistrant une hausse par rapport à l'année 2015 où il s'établissait à 14.10% (8.20% pour le sexe masculin et 20.20% pour le sexe féminin).

Il ne faut pas oublier que l'Algérie a connue deux chocs pour cette période, le premier est la chute remarquable des prix internationaux du pétrole en mi-2014 où le prix de baril passe de 113USD à 31USD en 2016, après il remonte à 54.12USD en 2017, à 71.44USD en 2018 ensuite il baisse à 64.49USD en 2019⁽⁸⁾. Les prix ont dégringolé de 50,90USD en février 2020 à 17,90USD en mars 2020⁽⁹⁾. Le deuxième choc est la pandémie de COVID-19 où elle a frappait le monde entier en 2020. Malheureusement, l'Algérie vit toujours dans ce cercle (deux chocs) ; ce qui explique cette tendance du taux de chômage.

D'après les résultats de l'enquête d'Ecotechnics en 2020, nombreuses fermetures d'entreprises, particulièrement des PME, et des pertes d'emplois substantielles dans le secteur privé. Près de 60% des PME sondées auraient fermé à la mi-mars, tandis que 63% des travailleurs indépendants auraient dû cesser leurs activités, principalement des commerçants et des artisans. Plus de 70% des travailleurs occasionnels auraient dû arrêter leurs activités après le début du confinement. Si le secteur public n'aurait presque pas connu de licenciements et que les travailleurs à l'arrêt auraient majoritairement perçu leur salaire, la crise sanitaire aurait causé des pertes d'emplois substantielles dans le secteur privé, tandis que la plupart des salariés en arrêt de travail du secteur ne percevraient pas de salaire⁽¹⁰⁾.

Selon les résultats préliminaires de l'enquête du Ministère du Travail sur l'impact de la crise sanitaire (COVID-19) sur le marché de l'emploi, 334 000 Algériens ont enregistré une baisse de leur nombre d'heures de travail, 50 000 se sont retrouvés au chômage de façon temporaire ou permanente, et 180 000 ont subi des retards dans le paiement de leurs salaires⁽¹¹⁾.

VI. Conclusion :

Le secteur privé emploie à lui seul 62.20% en 2019 de la population active algérienne avec 7 014 millions de personnes employées dans le privé. Le secteur public emploie 37.80% de la population active; soit 4.267 millions d'algériens. Notons cependant, l'existence d'un nombre plus important d'algériens qui ne sont pas considérés comme chômeurs; mais qui occupent en réalité des emplois précaires. C'est ce qu'on appelle le « chômage déguisé ».

Durant des années, des dépenses budgétivores ont été consenties pour créer des emplois sans lendemain, dans la mesure où la majorité de ces emplois n'ont pas été confirmés. Ainsi, ces dispositifs (ANSEJ, CNAC, ANEM....), jouent beaucoup plus un rôle d'amortissement du choc de la crise structurelle du chômage en Algérie car les jeunes représentent 70% de la société. Jusqu'à présent, nous sommes toujours sous l'aile des revenus pétroliers malgré la persistance de la crise depuis mi-2014.

Référence :

- [1]. ONS, 1962-2011, Rétrospective statistique.
- [2]. ONS, 2019, Démographie Algérienne, N°890.
- [3]. Les fondamentaux de la politique du renouveau agricole et rural : premiers résultats, 2012 ; p.22.
- [4]. Ibid. ; p.24.
- [5]. HAFAD T, 2009, l'ajustement structurelle ses effet sur les phénomènes démographique cas de l'Algérie, thèse de doctorat d'état.
- [6]. MAATOUK, B, 1998, Algérie quelques effets socio- économiques colloque - P.A.S et perspectives de l'économie algérienne, AUDRU, CREAD, Alger.
- [7]. DELANDA, A, 2004, le rôle de développement social et économique dans le changement démographique, thèse de doctorat d'état.
- [8]. La Compagnie pétrolière Algérienne Sonatrach, Cours du pétrole Algérien (Sahara Blend) en dollars par baril, consulté le : 18/09/2020 sur : www.prixdubaril.com/petrole-index/petrole-algerie.html

- [9]. Ibid.
- [10]. Meziane RABHI, 29/11/2020, Choc massif, sur: www.liberte-algerie.com/actualite/choc-massif-349782
- [11]. [Ouramdane Mehenni](#), 16/08/2020, Impact négatif de la Covid-19 : Près de 50.000 travailleurs ont perdu leur emploi, sur: www.algerie-eco.com/2020/08/16/impact-negatif-de-la-covid-19-pres-de-50-000-travailleurs-ont-perdu-leur-emploi/